

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2019-06-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2019-06-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	18 285 315	18 433 131	17 725 193
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 140 135	2 172 048	2 104 067
Quotes-parts	3			
Transferts	4	710 700	1 980 840	8 204 439
Services rendus	5	2 064 244	2 212 340	1 781 566
Imposition de droits	6	430 000	854 558	626 980
Amendes et pénalités	7	401 600	368 447	284 805
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	129 419	174 016	168 881
Autres revenus	10	147 875	431 023	874 110
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	24 309 288	26 626 403	31 770 041
Charges				
Administration générale	14	3 335 388	3 140 844	3 294 129
Sécurité publique	15	3 454 821	3 484 300	3 378 702
Transport	16	5 993 464	6 473 787	5 970 969
Hygiène du milieu	17	6 172 328	5 791 964	5 511 610
Santé et bien-être	18	201 700	186 061	245 467
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 024 706	906 604	843 058
Loisirs et culture	20	3 932 539	3 960 134	3 816 855
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 102 938	998 877	864 741
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	25 217 884	24 942 571	23 925 531
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(908 596)	1 683 832	7 844 510
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 553 768	54 709 258
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		62 553 768	54 709 258
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		64 237 600	62 553 768

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 128 966	357 505
Débiteurs (note 5)	2	14 912 278	15 366 628
Prêts (note 6)	3	92 183	92 183
Placements de portefeuille (note 7)	4	950 438	1 358 957
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		30 400
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	17 083 865	17 205 673
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	274 705	
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 900 000	3 780 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 859 049	7 383 044
Revenus reportés (note 12)	12	245 246	74 630
Dette à long terme (note 13)	13	35 521 343	32 648 130
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	68 200	
	15	43 868 543	43 885 804
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(26 784 678)	(26 680 131)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	90 326 294	88 567 992
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	474 426	474 426
Stocks de fournitures	19	149 650	115 461
Autres actifs non financiers (note 17)	20	71 908	76 020
	21	91 022 278	89 233 899
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	64 237 600	62 553 768

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(908 596)	1 683 832	7 844 510
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 000 231 ) (	6 701 447 ) (	18 230 783)
Produit de cession	3		262 156	98 183
Amortissement	4	4 181 583	4 888 302	4 416 565
(Gain) perte sur cession	5		(213 789)	39 917
Réduction de valeur / Reclassement	6		6 475	
	7	2 181 352	(1 758 303)	(13 676 118)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(34 189)	24 241
Variation des autres actifs non financiers	10		4 112	383
	11		(30 077)	24 624
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		1	(13)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 272 756	(104 547)	(5 806 997)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(26 680 131)	(20 873 134)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(26 680 131)	(20 873 134)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(26 784 678)	(26 680 131)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 683 832	7 844 510
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 888 302	4 416 565
Autres			
- (Gain) perte cess./réd. valeur	3	(183 596)	87 194
- Écart	4	1	(7)
	5	6 388 539	12 348 262
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	454 350	(7 053 004)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	142 986	21 631
Revenus reportés	9	170 616	16 093
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	98 600	75 400
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(34 189)	24 241
Autres actifs non financiers	13	4 112	383
	14	7 225 014	5 433 006
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 368 428)	(13 909 586)
Produit de cession	16	262 156	98 183
	17	(9 106 272)	(13 811 403)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(63 744)	(63 744)
Remboursement ou cession	19		44 152
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(62 407)	(5 873)
Cession	21	510 952	
	22	384 801	(25 465)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 600 000	10 603 830
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 756 781)	(4 638 439)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(880 000)	1 980 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	29 994	(45 076)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 993 213	7 900 315
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	496 756	(503 547)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	357 505	861 052
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	357 505	861 052
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	854 261	357 505

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée par la Régie intermunicipale. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

E) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts (Régie aéroportuaire) sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les quotes-parts (Régie intermunicipale) sont constatées lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée au 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels » et SP 3380, « Droits contractuels », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la Ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 128 965	832 967
Découvert bancaire	(274 704)	(475 462)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille		
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	854 261	357 505
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	553 518	365 996
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		1 408 400
Note		
	2018	2017
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	704 487	625 311
5. Débiteurs		
Taxes municipales	1 201 424	1 066 695
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 986 669	7 274 413
Gouvernement du Canada et ses entreprises	5 713 787	5 912 325
Organismes municipaux	175 702	174 557
Autres		
- Mutations, amendes et autres	802 300	893 296
- Intérêts à recevoir	32 396	45 342
	14 912 278	15 366 628
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5 762 784	3 405 493
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	5 762 784	3 405 493
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	242 253	220 073
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,14 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en 2038.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	92 183	92 183
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	92 183	92 183
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Prêts à l'Office municipal d'habitation de Cowansville, sans intérêt, échéant en 2021 et 2022

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	170 303	130 277
Autres placements	31	780 135	1 228 680
	32	950 438	1 358 957
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	780 135	717 729
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Placement à titre d'investissement:
Fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ

Autres placements:

	2018	2017
	\$	\$
Régie intermunicipale		
Encaisse	3 937	2 731
Obligations (1,5 % à 7,75 %), échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2025	776 198	714 998
Fonds communs et autres	0	510 951

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(68 200)	30 400
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(68 200)</u>	<u>30 400</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	871 600	823 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	88 310	33 292
Régimes de retraite des élus municipaux	42	42 258	26 370
	43	<u>1 002 168</u>	<u>883 362</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ pour les opérations courantes et d'emprunts temporaires autorisés pour des activités d'investissement d'un montant total de 12 790 000 \$. L'ouverture de crédit bancaire et les emprunts temporaires portent intérêt au taux préférentiel (3,95 %) et sont renouvelables en juillet 2019.

La Régie intermunicipale dispose de lignes de crédit d'un montant total de 9 336 127 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,36 % (3,59 %) et au taux préférentiel (3,95 %) et renouvelables annuellement.

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 647 874	4 724 115
Salaires et avantages sociaux	48	319 438	256 895
Dépôts et retenues de garantie	49	725 706	1 280 436
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	861 555	854 387
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	53	227 601	176 497
- Autres	54	76 875	90 714
-	55		
-	56		
-	57		
	58	4 859 049	7 383 044

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	38 258	38 803
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyers perçus d'avance	68	1 827	1 827
- Transferts	69	34 602	34 000
- Entente Rang St-Joseph	70	170 559	
-	71		
	72	245 246	74 630

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,45	2019	2038	73	35 755 000	32 907 002
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2019	2019	77	274	804
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,83	4,19	2019	2020	80	9 082	13 331
					81	35 764 356	32 921 137
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(243 013)	(273 007)
					83	35 521 343	32 648 130

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2019	84	92	3 095 000	100	109	2 956	117	3 097 956
2020	85	93	3 034 000	101	110	6 400	118	3 040 400
2021	86	94	3 118 000	102	111		119	3 118 000
2022	87	95	2 771 000	103	112		120	2 771 000
2023	88	96	2 701 000	104	113		121	2 701 000
2024 et +	89	97	21 036 000	105	114		122	21 036 000
	90	98	35 755 000	106	115	9 356	123	35 764 356
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	35 755 000	108	116	9 356	125	35 764 356

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(26 784 678)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(26 784 678)
		(26 680 131)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	22 684 157	158	331 959	185		212	23 016 116
Eaux usées	131	25 288 794	159	750 215	186		213	26 039 009
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	47 310 462	160	1 944 104	187		214	49 254 566
Autres	133	15 735 119	161	859 037	188		215	16 594 156
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	15 502 946	163	126 612	190		217	15 629 558
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	5 159 094	165	30 461	192	40 711	219	5 148 844
Ameublement et équipement de bureau	138	1 299 978	166	38 587	193	17 321	220	1 321 244
Machinerie, outillage et équipement divers	139	4 875 493	167	854 459	194	80 168	221	5 649 784
Terrains	140	7 521 385	168		195	2 890	222	7 518 495
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>145 377 428</u>	170	<u>4 935 434</u>	197	<u>141 090</u>	224	<u>150 171 772</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 271 654</u>	171	<u>1 766 013</u>	198	<u>6 475</u>	225	<u>3 031 192</u>
	144	<u>146 649 082</u>	172	<u>6 701 447</u>	199	<u>147 565</u>	226	<u>153 202 964</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	11 716 630	173	616 257	200		227	12 332 887
Eaux usées	146	8 503 774	174	646 313	201		228	9 150 087
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	16 007 644	175	1 795 524	202		229	17 803 168
Autres	148	8 898 624	176	558 168	203		230	9 456 792
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	7 524 053	178	437 856	205		232	7 961 909
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 002 806	180	340 316	207	40 711	234	2 302 411
Ameublement et équipement de bureau	153	1 005 563	181	84 014	208	17 321	235	1 072 256
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 421 996	182	409 854	209	34 690	236	2 797 160
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>58 081 090</u>	184	<u>4 888 302</u>	211	<u>92 722</u>	238	<u>62 876 670</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>88 567 992</u>					239	<u>90 326 294</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	440 652	440 652
Autres	252	33 774	33 774
	253	474 426	474 426
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	474 426	474 426
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	71 908	76 020
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	71 908	76 020
<hr/>			
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

Ville

Les principaux engagements contractuels de services d'entretien ménager, de travaux de lignages et marquages de rues, de location de photocopieur et d'entretien d'équipements divers, de contrôleur animalier, de soutien et service informatique, de gestion de l'usine d'épuration, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2024, s'élèvent approximativement à 2 036 341 \$ durant cette période.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Cowansville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les cinq ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2015 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2020.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2019, à verser une somme en fonction du nombre de kilogrammes de déchets dangereux traités.

La Régie intermunicipale s'est engagée, d'après une entente d'approvisionnement en fourniture de produits pétroliers échéant en 2019, sur le prix unitaire de divers produits pétroliers variant de 1,1383 \$ à 1,3935 \$ le litre.

Régie aéroportuaire

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie aéroportuaire, la Régie aéroportuaire s'est engagée à céder le réseau d'égouts et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égouts et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

La Régie aéroportuaire s'est engagée, d'après une entente conclue pour l'entretien et la location d'équipement échéant en juillet 2023, à verser une somme totale de 65 563 \$.

19. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 735 587 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 100 322 \$ en 2019, de 89 371 \$ en 2020, de 78 529 \$ en 2021, de 67 377 \$ en 2022 et de 60 906 \$ en 2023.

La Ville a également conclu un bail emphythéotique concernant un terrain pour une durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 663 000 \$.

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2037 pour une somme totale de 191 347 \$.

Régie aéroportuaire

La Régie a conclu des contrats de location de locaux, de terrains et de stationnements échéant à différentes dates jusqu'en février 2022, prévoyant la perception de loyers totalisant 136 328 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 56 954 \$ en 2019, 55 124 \$ en 2020, à 22 569 \$ en 2021 et à 1 681 \$ en 2022.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 241 148 \$.

La Ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'un emprunt consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable pour un montant maximal de 75 % du solde de la dette jusqu'à concurrence de 195 000 \$. Au 31 décembre 2018, le solde cautionné est de 164 777 \$, soit 75 % du solde de cet emprunt de 219 702 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation: 41 ans;
- Capacité restante estimative : 2 278 212 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 780 135 \$ (quote-part de la Ville);
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives à la quote-part de la Ville aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 4 957 369 \$. Au 31 décembre 2018, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 861 555 \$, de sorte qu'un solde de 4 095 814 \$ reste à constater.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	17 725 193	18 285 315	18 433 131			18 433 131
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 104 067	2 140 135	2 172 048			2 172 048
Quotes-parts	3					247 420	
Transferts	4	633 587	710 700	741 285			741 285
Services rendus	5	1 251 254	1 141 335	1 489 093		1 104 393	2 212 340
Imposition de droits	6	626 980	430 000	854 558			854 558
Amendes et pénalités	7	284 805	401 600	368 447			368 447
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	148 368	126 294	153 777		20 239	174 016
Autres revenus	10	(7 970)	20 000	73 611		354 412	428 023
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	22 766 284	23 255 379	24 285 950		1 726 464	25 383 848
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	7 570 852		1 239 555			1 239 555
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	725 487		3 000			3 000
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	8 296 339		1 242 555			1 242 555
	21	31 062 623	23 255 379	25 528 505		1 726 464	26 626 403
Charges							
Administration générale	22	3 041 807	3 210 075	2 994 563	146 281		3 140 844
Sécurité publique	23	3 130 242	3 236 461	3 228 392	255 908		3 484 300
Transport	24	3 790 858	4 007 191	4 079 854	2 070 890	419 043	6 473 787
Hygiène du milieu	25	3 896 778	4 086 887	3 793 621	1 558 853	972 056	5 791 964
Santé et bien-être	26	245 467	201 700	186 061			186 061
Aménagement, urbanisme et développement	27	843 058	1 024 706	906 604			906 604
Loisirs et culture	28	3 309 215	3 486 259	3 439 482	520 652		3 960 134
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	863 510	1 080 500	997 593		1 284	998 877
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 142 151	3 900 000	4 552 584	(4 552 584)		
	33	23 263 086	24 233 779	24 178 754		1 392 383	24 942 571
Excédent (déficit) de l'exercice	34	7 799 537	(978 400)	1 349 751		334 081	1 683 832

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 799 537	(978 400)	1 349 751	334 081	1 683 832
Moins: revenus d'investissement	2	(8 296 339)	()	(1 242 555)	()	(1 242 555)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(496 802)	(978 400)	107 196	334 081	441 277
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 142 151	3 900 000	4 552 584	335 718	4 888 302
Produit de cession	5	69 352	15 000	49 052	213 104	262 156
(Gain) perte sur cession	6	64 223	(10 000)	(1 697)	(212 092)	(213 789)
Réduction de valeur / Reclassement	7				6 475	6 475
	8	4 275 726	3 905 000	4 599 939	343 205	4 943 144
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	44 152				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	47 277	20 000	23 718		23 718
	15	91 429	20 000	23 718		23 718
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 891 716)	(2 380 000)	(2 313 837)	(4 246)	(2 318 083)
	18	(2 891 716)	(2 380 000)	(2 313 837)	(4 246)	(2 318 083)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(298 334)	(309 600)	(581 756)	(824 919)	(1 406 675)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	138 945		64 302		64 302
Excédent de fonctionnement affecté	21	704 610	185 000	190 091		190 091
Réserves financières et fonds réservés	22	(483 702)	(442 000)	(643 290)		(643 290)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	61 519	(566 600)	(970 653)	(824 919)	(1 795 572)
	26	1 536 958	978 400	1 339 167	(485 960)	853 207
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 040 156		1 446 363	(151 879)	1 294 484

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017		Réalizations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 296 339	1 242 555		1 242 555
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(632 803)	(22 725)	(2 915)	(25 640)
Sécurité publique	3	(46 298)	(12 687)		(12 687)
Transport	4	(7 841 685)	(3 331 113)	(1 279 612)	(4 610 725)
Hygiène du milieu	5	(8 128 340)	(1 631 153)		(1 631 153)
Santé et bien-être	6				
Aménagement, urbanisme et développement	7	(21 916)			
Loisirs et culture	8	(747 005)	(421 242)		(421 242)
Réseau d'électricité	9				
	10	(17 418 047)	(5 418 920)	(1 282 527)	(6 701 447)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(63 744)	(63 744)		(63 744)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 859 653	2 804 018		2 804 018
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	298 334	581 756	824 919	1 406 675
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	552 564	398 489		398 489
Excédent de fonctionnement affecté	16	26 370	19 727		19 727
Réserves financières et fonds réservés	17	189 423	507 626		507 626
	18	1 066 691	1 507 598	824 919	2 332 517
	19	(7 555 447)	(1 171 048)	(457 608)	(1 628 656)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	740 892	71 507	(457 608)	(386 101)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	99 350	872 527	256 439	1 128 966
Débiteurs (note 5)	2	15 107 901	14 759 889	172 615	14 912 278
Prêts (note 6)	3	92 183	92 183		92 183
Placements de portefeuille (note 7)	4	130 277	170 303	780 135	950 438
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	30 400			
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	15 460 111	15 894 902	1 209 189	17 083 865
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		271 468	3 237	274 705
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 780 000	2 900 000		2 900 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 310 609	3 716 356	1 162 919	4 859 049
Revenus reportés (note 12)	12	72 803	243 419	1 827	245 246
Dette à long terme (note 13)	13	32 634 799	35 512 260	9 083	35 521 343
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		68 200		68 200
	15	42 798 211	42 711 703	1 177 066	43 868 543
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(27 338 100)	(26 816 801)	32 123	(26 784 678)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	85 393 085	86 212 061	4 114 233	90 326 294
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	474 426	474 426		474 426
Stocks de fournitures	19	91 806	108 366	41 284	149 650
Autres actifs non financiers (note 17)	20	68 521	61 440	10 468	71 908
	21	86 027 838	86 856 293	4 165 985	91 022 278
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 718 609	2 971 413	286 798	3 258 211
Excédent de fonctionnement affecté	23	301 403	822 356	980 371	1 802 727
Réserves financières et fonds réservés	24	765 269	900 935		900 935
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	(1 683 200)	(1 611 695)	(1 174 211)	(2 785 906)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	56 587 657	56 956 483	4 105 150	61 061 633
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	58 689 738	60 039 492	4 198 108	64 237 600

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	6 319 442	6 220 452	6 498 750	6 138 938
Charges sociales	2	1 728 226	1 722 892	1 779 383	1 645 108
Biens et services	3	9 845 964	9 444 870	9 518 939	9 516 897
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	804 662	742 923	743 388	636 506
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	140 338	116 851	116 851	86 107
D'autres tiers	7				7 200
Autres frais de financement	8	135 500	137 819	138 638	134 928
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	628 947	628 947	532 947	526 293
Transferts	10				
Autres	11	50 000	35 489	149 446	143 697
Autres organismes					
Transferts	12	90 000	79 077	79 077	91 390
Autres	13	417 700	440 675	440 675	325 381
Amortissement des immobilisations	14	3 900 000	4 552 584	4 888 302	4 416 565
Autres					
- Subventions/aides financières	15	120 000	(1 661)	(1 661)	93 032
- Réclamations/UMQ/autres	16	50 000	48 725	48 725	65 396
- Mauvaises créances	17	3 000	9 111	9 111	98 093
	18	24 233 779	24 178 754	24 942 571	23 925 531

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 258 211	3 309 530
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 802 727	1 839 703
Réserves financières et fonds réservés	3	900 935	765 269
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(2 785 906)	(3 109 969)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	61 061 633	59 749 235
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	64 237 600	62 553 768
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 971 413	2 718 609
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	286 798	590 921
	11	3 258 211	3 309 530
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	12	200 000	
- Contribution promoteur	13	260 569	280 296
- Stationnement réinv. local	14	36 787	21 107
- Remboursement de la dette	15	325 000	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	822 356	301 403
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Investissements majeurs	22	930 376	1 449 101
- Réfection de la piste	23	49 995	50 000
- Fonds nuisance rang St-Joseph	24		39 199
	25	980 371	1 538 300
	26	1 802 727	1 839 703
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Bâtiments municipaux	27	553 518	352 195
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	553 518	352 195
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	77 613	143 270
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	265 804	265 804
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds - fins de stationnement	45	4 000	4 000
-	46		
	47	347 417	413 074
	48	900 935	765 269

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 132 973	186 244
Investissements à financer	83 (2 918 879 ) (	3 296 213)
	84 (2 785 906)	(3 109 969)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 90 326 294	88 567 992
Propriétés destinées à la revente	86 474 426	474 426
Prêts	87 92 183	92 183
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 170 303	130 277
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 91 063 206	89 264 878
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 91 063 206	89 264 878
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (35 521 343 ) (	32 648 130)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (243 013 ) (	273 007)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 762 784	3 405 493
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (30 001 572 ) (	29 515 644)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (1 ) (	(1))
	100 (30 001 573 ) (	29 515 643)
	101 61 061 633	59 749 235

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8,75 % pour le service courant et de 1,15 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014,

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 30 400	105 800
Charge de l'exercice	4 (871 600)	(823 700)
Cotisations versées par l'employeur	5 773 000	748 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(68 200)</u>	<u>30 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 18 127 000	17 324 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>20 376 500</u>)	(<u>19 442 800</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 249 500)	(2 118 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 181 300</u>	<u>2 149 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (68 200)	30 400
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(68 200)</u>	<u>30 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 18 127 000	17 324 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>20 376 500</u>)	(<u>19 442 800</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>2 249 500</u>)	(<u>2 118 600</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 916 500	805 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>916 500</u>	<u>805 000</u>
Cotisations salariales des employés	20 419 000	394 300
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 497 500	410 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 259 900	282 600
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>757 400</u>	<u>693 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 926 600	868 000
Rendement espéré des actifs	32 (<u>812 400</u>)	(<u>737 600</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 114 200	130 400
Charge de l'exercice	34 <u>871 600</u>	<u>823 700</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 489 400	844 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (812 400)	(737 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (323 000)	106 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 30 800	232 900
Prestations versées au cours de l'exercice	40 878 600	965 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 17 345 500	17 449 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,65 %	4,64 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,64 %	4,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

		2018		2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69			
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()		()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()		()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____) (_____)		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____) (_____)		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 4

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut de 4 employés d'un même groupe.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 3 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	
	88 310	33 292

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	
	12	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>9 691</u>	<u>5 578</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	34 327	18 800
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>7 931</u>	<u>7 570</u>
	119	<u>42 258</u>	<u>26 370</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2018	2018	2018	2017	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	14 831 760	14 939 056	14 939 056	14 369 965
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	14 831 760	14 939 056	14 939 056	14 369 965
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 363 405	1 411 712	1 411 712	1 327 222
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	968 430	955 691	955 691	938 601
Matières résiduelles	13	994 560	994 475	994 475	965 860
Autres					
- Traitement fosses septiques	14	15 400	15 540	15 540	15 369
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 000	72 897	72 897	68 660
Service de la dette	18	43 760	43 760	43 760	39 516
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 453 555	3 494 075	3 494 075	3 355 228
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 453 555	3 494 075	3 494 075	3 355 228
	27	18 285 315	18 433 131	18 433 131	17 725 193

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	132 371	132 850	135 316
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	132 371	132 850	135 316
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	405 305	412 451	400 192
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	508 256	513 558	481 241
	36	913 561	926 009	881 433
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 045 932	1 058 859	1 016 749
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 077 900	1 097 900	1 072 231
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	1 077 900	1 097 900	1 072 231
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	16 303	15 289	15 087
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	16 303	15 289	15 087
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 140 135	2 172 048	2 104 067

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	30 400	69 024	69 024
Sécurité civile	56			39 947
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	54 181	75 353	75 353
Enlèvement de la neige	59			29 739
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	8 980	10 274	10 274
Réseau de distribution de l'eau potable	69	21 424	23 652	23 652
Traitement des eaux usées	70	10 208	11 352	11 352
Réseaux d'égout	71	36 507	41 102	41 102
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	70 000	58 445	58 445
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	90 000	47 922	47 922
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	45 000	4 745	4 745
Autres	79			38 812
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	2 500	15 653	15 653
Activités culturelles				3 908
Bibliothèques	88	57 000	39 990	39 990
Autres	89	14 500	11 487	11 487
Réseau d'électricité	90			
	91	440 700	408 999	408 999
				309 083

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	635 065	635 065	3 712 096
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	259 786	259 786	1 929 378
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	344 704	344 704	1 929 378
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 239 555	1 239 555	7 570 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	270 000	332 286	324 504
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	270 000	332 286	324 504
TOTAL DES TRANSFERTS	141	710 700	1 980 840	8 204 439

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	40 000	44 775	42 712
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	40 000	44 775	42 712
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	73 977	83 778	75 251
Sécurité civile	148			
Autres	149	2 000	2 805	2 765
	150	75 977	86 583	78 016
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			12 500
Autres	155			
	156			12 500
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	10 000	5 307	7 750
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	50 000	50 000	187 168
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	117 000	125 919	117 557
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	177 000	181 226	312 475
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	300 000	311 324	305 337
Activités culturelles				
Bibliothèques	179	6 916	6 916	6 820
Autres	180			
	181	306 916	318 240	312 157
Réseau d'électricité	182			
	183	599 893	630 824	757 860

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autres	186	35 067	43 310	40 073
	187	35 067	43 310	40 073
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	4 500	13 720	3 418
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	4 500	13 720	3 418
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	29 500	29 104	33 050
Enlèvement de la neige	194	22 000	30 974	25 030
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200		227 152	227 025
	201	51 500	60 078	287 230
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			7 000
Réseau de distribution de l'eau potable	203	1 000	653	653
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205	5 000	42 500	48 292
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	3 800	3 992	8 218
Matières recyclables	207	200	3 567	3 180
Autres	208		80 019	80 019
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210	500	801	309
Autres	211		326 424	216 423
	212	10 500	131 532	457 956
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215	1 000		
	216	1 000		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	422 450	586 035	390 041
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	13 150	16 087	14 533
Autres	224	3 275	7 507	7 114
	225	438 875	609 629	411 688
Réseau d'électricité	226			
	227	541 442	858 269	1 411 845
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 141 335	1 489 093	1 781 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	55 000	77 805	89 719
Droits de mutation immobilière	230	375 000	776 753	537 261
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	430 000	854 558	626 980
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	401 600	368 447	284 805
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	126 294	153 777	168 881
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	10 000	1 697	(39 917)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		48 296	48 296
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240		3 000	725 487
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			41 576
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	10 000	23 618	146 964
	246	20 000	76 611	874 110
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	294 574	284 186		284 186	284 186	264 275
Greffe et application de la loi	2	738 378	636 605		636 605	636 605	696 131
Gestion financière et administrative	3	1 070 407	1 006 276		1 006 276	1 006 276	1 153 690
Évaluation	4	158 000	151 453		151 453	151 453	169 110
Gestion du personnel	5	121 119	125 042		125 042	125 042	120 010
Autres							
- Dépenses générales	6	827 597	791 001	146 281	937 282	937 282	890 913
-	7						
	8	3 210 075	2 994 563	146 281	3 140 844	3 140 844	3 294 129
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 760 000	1 761 827		1 761 827	1 761 827	1 643 883
Sécurité incendie	10	1 378 415	1 335 355	255 908	1 591 263	1 591 263	1 651 899
Sécurité civile	11	50 689	83 172		83 172	83 172	49 146
Autres	12	47 357	48 038		48 038	48 038	33 774
	13	3 236 461	3 228 392	255 908	3 484 300	3 484 300	3 378 702
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 095 550	2 994 735	1 859 105	4 853 840	4 853 840	4 552 913
Enlèvement de la neige	15	368 170	603 818	154 757	758 575	758 575	551 632
Éclairage des rues	16	215 000	200 496	57 028	257 524	257 524	280 536
Circulation et stationnement	17	126 500	78 232		78 232	78 232	86 428
Transport collectif							
Transport en commun	18	105 971	91 461		91 461	91 461	90 691
Transport aérien	19	96 000	111 112		111 112	434 155	408 769
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 007 191	4 079 854	2 070 890	6 150 744	6 473 787	5 970 969

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	752 460	755 597	232 216	987 813	989 664
Réseau de distribution de l'eau potable	24	452 561	411 112	541 452	952 564	996 377
Traitement des eaux usées	25	497 000	467 510	5 899	473 409	527 768
Réseaux d'égout	26	354 781	249 342	749 353	998 695	917 632
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	359 000	376 966	6 621	383 587	360 333
Élimination	28	311 000	305 053		305 053	353 433
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	370 000	362 587	11 419	374 006	352 798
Tri et conditionnement	30		43 844	4 361	48 205	48 205
Matières organiques						
Collecte et transport	31	408 324	357 184	4 874	362 058	321 680
Traitement	32		7 510		7 510	9 810
Matériaux secs	33	18 000	20 710		20 710	4 212
Autres	34	343 560	313 676		313 676	345 694
Plan de gestion	35	17 536	17 356		17 356	17 725
Autres	36					
Cours d'eau	37	12 350	12 350	2 658	15 008	15 101
Protection de l'environnement	38	170 315	73 019		73 019	299 383
Autres	39	20 000	19 805		19 805	19 805
	40	4 086 887	3 793 621	1 558 853	5 352 474	5 791 964
						5 511 610
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	90 000	79 077		79 077	91 391
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	111 700	106 984		106 984	154 076
	44	201 700	186 061		186 061	245 467
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	561 100	548 302		548 302	534 438
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	17 000	(5 467)		(5 467)	
Autres biens	47					14 610
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	428 306	357 526		357 526	314 728
Tourisme	49	8 300	5 893		5 893	3 301
Autres	50					
Autres	51	10 000	350		350	(24 019)
	52	1 024 706	906 604		906 604	843 058

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	40 611	23 456	6 124	29 580	29 580	35 358
Patinoires intérieures et extérieures	54	497 067	507 196	122 046	629 242	629 242	656 125
Piscines, plages et ports de plaisance	55	809 986	826 491	79 529	906 020	906 020	894 599
Parcs et terrains de jeux	56	601 848	529 752	224 206	753 958	753 958	749 014
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	29 550	30 390		30 390	30 390	46 874
Autres	59	528 930	589 509	48 189	637 698	637 698	508 730
	60	2 507 992	2 506 794	480 094	2 986 888	2 986 888	2 890 700
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	164 666	131 839		131 839	131 839	178 233
Bibliothèques	62	649 322	644 339	23 238	667 577	667 577	602 888
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	78 760	75 769	17 320	93 089	93 089	54 000
Autres ressources du patrimoine	64	20 500	8 837		8 837	8 837	33 082
Autres	65	65 019	71 904		71 904	71 904	57 952
	66	978 267	932 688	40 558	973 246	973 246	926 155
	67	3 486 259	3 439 482	520 652	3 960 134	3 960 134	3 816 855
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	840 000	755 126		755 126	755 591	638 970
Autres frais	70	105 000	104 648		104 648	104 648	90 843
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	115 500	114 200		114 200	114 200	130 400
Autres	72	20 000	23 619		23 619	24 438	4 528
	73	1 080 500	997 593		997 593	998 877	864 741
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		3 900 000	4 552 584	(4 552 584)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Cowansville

Code géographique : 46080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	481 758	481 758	2 318 685
Usines de traitement de l'eau potable	2			104 428
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	604 486	604 486	4 347 381
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		1 268 497	792 713
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 786 812	1 786 812	7 715 189
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 201 818	1 201 818	59 352
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	127 885	127 885	17 157
Autres infrastructures	11	4 057	5 360	1 275 181
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 746	13 349	520 715
Édifices communautaires et récréatifs	14	364 356	364 356	707 606
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	325 384	325 384	23 048
Ameublement et équipement de bureau	18	36 450	36 450	144 357
Machinerie, outillage et équipement divers	19	483 168	485 292	151 493
Terrains	20			53 478
Autres	21			
	22	5 418 920	6 701 447	18 230 783

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	481 758	481 758	1 722 114
Usines de traitement de l'eau potable	24			104 428
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	604 486	604 486	3 012 930
Autres infrastructures	27	1 899 028	1 900 331	7 709 173
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			596 571
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			1 334 451
Autres infrastructures	32	1 221 544	2 490 041	2 150 419
Autres immobilisations	33	1 212 104	1 224 831	1 600 697
	34	5 418 920	6 701 447	18 230 783

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2		325 000		325 000
Réserves financières et fonds réservés	3	265 804			265 804
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	241 692		34 874	206 818
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	29 008 148	2 479 017	2 283 215	29 203 950
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 515 644	2 804 017	2 318 089	30 001 572
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 405 493	2 795 983	438 692	5 762 784
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 405 493	2 795 983	438 692	5 762 784
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 405 493	2 795 983	438 692	5 762 784
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	3 405 493	2 795 983	438 692	5 762 784
	19	32 921 137	5 600 000	2 756 781	35 764 356
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	32 921 137	5 600 000	2 756 781	35 764 356

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	35 755 274
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 744 668
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	590 804
--	---	---------

Débiteurs	9	5 762 784
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	91 247
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	31 055 107
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	1 183 295
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	32 238 402
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	241 148
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	32 479 550
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	32 479 550
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	91 513	91 513	103 912
Sécurité publique				
Police	4	6 357	6 357	7 404
Sécurité incendie	5	9 894	9 894	10 004
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	55 971	55 971	46 994
Autres	10	96 000	96 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	176 920	176 920	173 911
Cours d'eau	13	12 350	12 350	12 443
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	21 636	21 636	21 877
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	158 306	158 306	149 748
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	628 947	628 947	532 947
				526 293

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1	158 310	68 494
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 111 064	17 321 561
Frais de financement	4	149 546	27 992
Autres	5		
	6	5 418 920	17 418 047

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	14,69	37,50	28 738,75	***	***	***
Professionnels	2	1,00	2,50	60,25	***	***	***
Cols blancs	3	41,84	32,50	70 960,00	***	***	***
Cols bleus	4	38,84	40,00	81 076,94	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	6,87	40,00	14 333,25	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	103,24		195 169,19	***	***	***
Élus	9	7,00			205 045	47 024	252 069
	10	110,24			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	10 274				10 274
Réseau de distribution de l'eau potable	13	23 652	86 298	173 487		283 437
Traitement des eaux usées	14	11 352				11 352
Réseaux d'égout	15	41 101	117 892	226 813		385 806
Autres	16	527 133	218 005	421 805	123 028	1 289 971
	17	613 512	422 195	822 105	123 028	1 980 840

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	4 345	1 560
Évaluation	2		
Autres	3	141 127	134 861
	4	145 472	136 421
Sécurité publique			
Police	5		3 633
Sécurité incendie	6	29 790	35 168
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	29 790	38 801
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	427 195	379 545
Enlèvement de la neige	11	2 658	3 665
Autres	12	9 407	8 738
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	439 260	391 948
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 600	9 943
Réseau de distribution de l'eau potable	17	116 938	82 799
Traitement des eaux usées	18	1 423	1 184
Réseaux d'égout	19	200 500	161 070
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	330 461	254 996
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 767	2 041
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		4 548
Autres	34		
	35	6 767	6 589
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	41 351	30 028
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 793	3 965
Autres	38	699	762
	39	45 843	34 755
Réseau d'électricité			
	40		
	41	997 593	863 510

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beauregard	61 111	16 595
Lucille Robert	15 601	7 800
Marie-France Beaudry	14 333	7 167
Stéphane Lussier	15 209	7 605
Yvon Pépin	15 544	7 561
Philippe Mercier	14 333	7 167
Daniel Marcotte	13 632	6 816

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>1 100 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>42 979 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	20 343 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	20 000 \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 29 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 30 _____